

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

LENINE



SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié en 1970 aux Editions en langues étrangères, Pékin.**

WWW.MARXISME.FR

NOTE DE L'EDITEUR

La présente édition, qui réunit trois textes de Lénine : «La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», «Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale» et «Rapport de la Commission nationale et coloniale», a été établie d'après les traductions existant en langue française en s'appuyant sur une confrontation avec l'édition chinoise de *Lénine sur les questions nationale et coloniale, Recueil de trois textes*, publiée par les Editions du Peuple, Pékin, août 1964, et en se référant à l'édition russe des *Œuvres* de Lénine. Les notes mises à la fin de la brochure sont rédigées d'après celles de l'édition chinoise des Editions du Peuple, Pékin, et celles des traductions françaises existantes.

Première édition	1967
2 ^e Tirage	1970

Sommaire :

LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES (thèses) (p. 2)

1. L'impérialisme, le socialisme et la libération des nations opprimées (p. 2)
2. La révolution socialiste et la lutte pour la démocratie (p. 3)
3. La signification du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et son rapport avec la Fédération (p. 4)
4. Comment le prolétariat révolutionnaire doit poser le problème du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 5)
5. Le marxisme et le proudhonisme dans la question nationale (p. 6)
6. Trois types de pays par rapport au droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 6)
7. Le social-chauvinisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 7)
8. Les tâches concrètes du prolétariat dans le proche (p. 8)
9. L'attitude de la social-démocratie russe et polonaise et de la II^e Internationale envers le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 8)

PREMIERE EBAUCHE DES THESES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE (pour le II^e congrès de l'internationale communiste) (p. 10)

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE (26 juillet 1920) (p. 14)

Notes (p. 17)

RECUEIL DE TROIS TEXTES

LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES (THESES)

1. L'IMPERIALISME, LE SOCIALISME ET LA LIBERATION DES NATIONS OPPRIMEES

L'impérialisme est le stade suprême de développement du capitalisme. Dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des Etats nationaux et substitué le monopole à la concurrence, en créant toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme. Voilà pourquoi, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, s'inscrit à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement des gouvernements capitalistes, pour l'expropriation de la bourgeoisie. L'impérialisme pousse les masses à cette lutte, en exacerbant dans de vastes proportions les contradictions de classes,

en aggravant la situation de ces masses aussi bien sous le rapport économique — trusts, vie chère — que sous le rapport politique : développement du militarisme, multiplication des guerres, renforcement de la réaction, affermissement et extension du joug national et du pillage des colonies. Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme.

Certes, la démocratie est aussi une forme d'Etat, qui devra disparaître quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral.

2. LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LA LUTTE POUR LA DEMOCRATIE

La révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classes aigus, une longue succession de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions d'économie et de politique, batailles qui ne peuvent finir que par l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.

Une erreur non moins grave serait de supprimer un des paragraphes du programme démocratique, par exemple celui concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sous prétexte que ce droit serait «irréalisable» ou «illusoire» à l'époque de l'impérialisme. L'affirmation selon laquelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est irréalisable dans le cadre du capitalisme peut être prise soit dans un sens absolu, économique, soit dans un sens relatif, politique.

Dans le premier cas, cette affirmation est foncièrement erronée au point de vue théorique. Premièrement, sont irréalisables dans ce sens, en régime capitaliste, par exemple la monnaie de travail ou la suppression des crises, etc. Mais il est absolument faux que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes soit *également* irréalisable. Deuxièmement, l'exemple de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905, suffit à lui seul pour réfuter ce «caractère irréalisable» compris dans ce sens. Troisièmement, il serait ridicule de nier qu'un petit changement du rapport des forces politiques et stratégiques, par exemple entre l'Allemagne et l'Angleterre, rendrait parfaitement «réalisable» aujourd'hui ou demain la formation de nouveaux Etats: polonais, indien, etc. Quatrièmement, le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera «librement» le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il «indépendant». La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par *quelque* transformation *que ce soit* dans le domaine de la démocratie politique ; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que *forme* plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme «irréalisable», du point de vue économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une définition théoriquement fautive des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général.

Dans le second cas, cette affirmation est incomplète et inexacte. Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *toutes* les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont «réalisables» qu'incomplètement, sous un aspect

tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est elle aussi «irréalisable» en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour *toutes* ces revendications — cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction — tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant ; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise politique du genre de l'affaire Dreyfus¹ ou de l'incident de Saverne², ou à la faveur d'un référendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie, non pas de renoncer à la lutte «utopique», comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent *également* sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie.

3. LA SIGNIFICATION DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES ET SON RAPPORT AVEC LA FEDERATION

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme. Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. C'est précisément de ce point de vue que Marx, tout en étant centraliste, préférerait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les Anglais³.

Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Et, précisément pour atteindre ce but, nous devons, d'une part, expliquer aux masses le caractère réactionnaire de l'idée de Renner et de O. Bauer sur ce qu'ils appellent l'«autonomie nationale culturelle»⁴ et, d'autre part, revendiquer la libération des nations opprimées, non pas en alignant des phrases vagues et générales, des déclamations vides de sens, non pas en «ajournant» la question jusqu'à l'avènement du socialisme, mais en proposant un programme politique clairement et exactement formulé, qui tienne tout particulièrement compte de l'hypocrisie et de la lâcheté des socialistes des nations oppressives. De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer.

4. COMMENT LE PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE DOIT POSER LE PROBLEME DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Ce n'est pas seulement la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *tous* les points de notre programme-minimum démocratique qui ont été *autrefois*, dès le XVII^e et le XVIII^e siècle, formulés par la petite bourgeoisie. Et la petite bourgeoisie continue à les formuler *tous* d'une façon utopique, sans voir la lutte des classes et son aggravation à l'époque de la démocratie, et en croyant au capitalisme «pacifique». Telle est précisément l'utopie d'une union pacifique de nations égales en droits à l'époque de l'impérialisme, utopie qui trompe le peuple et que prônent les partisans de Kautsky. A l'opposé de cette utopie petite-bourgeoise et opportuniste, le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées.

Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général.

Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement «désagréable» pour la bourgeoisie impérialiste, des *frontières* des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats ; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par «sa» nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles ; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par «leur propre» nation et maintenues de force au sein de «leur propre» Etat, n'est pas démasquée.

D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens) ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats dans les Balkans, etc.).

Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre «grande» puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme. *[Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de «défendre la patrie» serait tout à fait ridicule. C'est pour la même raison — c'est-à-dire aussi peu sérieusement — que les social-chauvins se réfèrent en 1914-1916 à n'importe quelle revendication de la démocratie (par exemple, à son républicanisme) et à n'importe quelle formule de lutte contre l'oppression nationale pour justifier la «défense de la patrie». Lorsque le marxisme déclare que la défense de la patrie se justifiait dans les guerres, par exemple, de la grande Révolution française, ou celles de Garibaldi, en Europe, et qu'elle ne se justifie pas dans la guerre impérialiste de 1914-1916, il procède de l'analyse des particularités historiques concrètes de chaque guerre en tant que telle, et nullement d'un «principe général», ni d'un paragraphe de programme.]*

5. LE MARXISME ET LE PROUDHONISME DANS LA QUESTION NATIONALE

A l'opposé des démocrates petits-bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puisse servir et n'ait servi à la bourgeoisie à tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie.

D'autre part, à l'opposé des proudhoniens, qui «niaient» la question nationale «au nom de la révolution sociale», Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre⁵. C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse d'Allemagne proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les Allemands⁶. C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait, en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : «Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération⁷.» Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la «réforme» irlandaise. C'est ainsi seulement qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière *non* impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer à la reconnaissance verbale, et souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes l'action révolutionnaire des masses *également* en ce qui concerne la solution des problèmes nationaux. La guerre impérialiste de 1914-1916 et les écuries d'Augias de l'hypocrisie opportuniste et kautskiste qu'elle a révélées ont nettement confirmé la justesse de cette politique de Marx, qui doit servir de modèle à tous les pays avancés, puisque chacun d'eux opprime actuellement des nations étrangères. *[On dit souvent — par exemple, ces derniers temps, le chauvin allemand Lensch, dans les numéros 8 et 9 de Die Glocke⁸, — que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, par exemple les Tchèques en 1848, réfute du point de vue du marxisme la nécessité de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cela est faux, car, en 1848, il y avait des raisons historiques et politiques d'établir une distinction entre les nations «réactionnaires» et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison de condamner les premières et de défendre les secondes⁹. Le droit d'autodétermination est une des revendications de la démocratie, qui doit naturellement être subordonnée aux intérêts généraux de la démocratie. En 1848 et dans les années suivantes, ces intérêts généraux consistaient, au premier chef, à combattre le tsarisme.]*

6. TROIS TYPES DE PAYS PAR RAPPORT AU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Il faut, sous ce rapport, distinguer trois principaux types de pays.

Premièrement, les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Les mouvements nationaux progressistes bourgeois y ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces «grandes» nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches du prolétariat des nations dominantes y sont précisément celles du prolétariat de l'Angleterre, au XIX^e siècle, à l'égard de

l'Irlande. [Dans certains petits Etats restés à l'écart de la guerre de 1914-1916, par exemple en Hollande et en Suisse, la bourgeoisie exploite énergiquement le mot d'ordre d'«autodétermination des nations» pour justifier la participation à la guerre impérialiste. C'est une des raisons qui poussent les social-démocrates de ces pays à nier le droit d'autodétermination. On défend par des arguments faux la juste politique du prolétariat, à savoir : la négation de la «défense de la patrie» dans la guerre impérialiste. Le résultat, c'est, en théorie, une altération du marxisme, et, dans la pratique, une sorte d'étroitesse de petite nation, l'oubli des centaines de millions d'hommes des nations asservies par les nations «impérialistes». Le camarade Gorter, dans son excellente brochure: L'impérialisme, la guerre et la social-démocratie, a tort de nier le principe de l'autodétermination des nations, mais l'applique de façon juste quand il revendique immédiatement l'«indépendance politique et nationale» des Indes néerlandaises et démasque les opportunistes hollandais qui refusent de formuler cette revendication et de lutter pour elle.]

Deuxièmement, l'Est de l'Europe : l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie. C'est au XX^e siècle que s'y sont particulièrement développés les mouvements nationaux démocratiques bourgeois et que la lutte nationale y a pris un caractère particulièrement aigu. Dans ces pays, les tâches du prolétariat, tant pour achever la transformation démocratique bourgeoise que pour aider la révolution socialiste dans les autres pays, ne peuvent pas être menées à bien s'il n'y défend pas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Particulièrement difficile et particulièrement importante y est la tâche consistant à fusionner la lutte de classe des ouvriers des nations oppressives et des ouvriers des nations opprimées.

Troisièmement, les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1 000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) *contre* les puissances impérialistes qui les oppriment.

7. LE SOCIAL-CHAUVINISME ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

L'époque impérialiste et la guerre de 1914-1916 ont mis particulièrement en relief la nécessité de lutter contre le chauvinisme et le nationalisme dans les pays avancés. En ce qui concerne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il existe deux nuances principales parmi les social-chauvins, c'est-à-dire les opportunistes et les kautskistes, qui maquillent et idéalisent la guerre impérialiste, réactionnaire, en lui appliquant la notion de «défense de la patrie».

D'une part, nous voyons les serviteurs déclarés de la bourgeoisie, qui défendent les annexions sous prétexte que l'impérialisme et la concentration politique sont progressistes, et qui nient le droit d'autodétermination en le déclarant utopique, illusoire, petit-bourgeois, etc. Ce groupe comprend: Cunow, Parvus et les ultra-opportunistes en Allemagne, une partie des fabiens et des chefs des trade-unions en Angleterre, les opportunistes en Russie : Semkovski, Liebmann, Iourkévitch, etc.

D'autre part, nous voyons les kautskistes, auxquels se rattachent également Vandervelde, Renaudel et beaucoup de pacifistes d'Angleterre et de France, etc. Ils sont pour l'unité avec les premiers et, en fait, ils les rejoignent pleinement en défendant d'une façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination : ils estiment «exagérée» («zu viel verlangt») : Kautsky dans la *Neue Zeit* du 21 mai 1915) la revendication du droit de séparation politique ; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations oppressives, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunisme, les aident à mystifier le peuple, éludent

comme par hasard la question des *frontières* des Etats qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc.

Les uns comme les autres sont des opportunistes qui prostituent le marxisme parce qu'ils ont perdu toute faculté de comprendre la portée théorique et l'importance pratique capitale de la tactique de Marx, explicitée par lui-même à propos de l'Irlande.

En ce qui concerne plus particulièrement les annexions, ce problème a acquis une actualité toute spéciale du fait de la guerre. Mais qu'est-ce qu'une annexion ? Il est aisé de se convaincre que l'opposition aux annexions se ramène à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien elle repose sur une phraséologie pacifiste qui défend le statu quo et est hostile à *toute* violence, même révolutionnaire. Une telle position est foncièrement fautive et inconciliable avec le marxisme.

8. LES TACHES CONCRETES DU PROLETARIAT DANS LE PROCHE AVENIR

La révolution socialiste peut débiter dans le plus proche avenir. Dès lors, le prolétariat se trouvera placé devant les tâches immédiates que voici: conquête du pouvoir, expropriation des banques et réalisation d'autres mesures dictatoriales. La bourgeoisie — et surtout les intellectuels du type des fabiens et des kautskistes — s'efforcera à ce moment de morceler et de freiner la révolution en lui imposant des buts limités, démocratiques. Si *toutes* les revendications purement démocratiques sont susceptibles, dans le cas où l'assaut des prolétaires a déjà commencé contre les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, de constituer en un sens un obstacle pour la révolution, la nécessité de proclamer et de réaliser la liberté de *tous* les peuples opprimés (c'est-à-dire leur droit à l'autodétermination) sera tout aussi essentielle pour la révolution socialiste qu'elle l'a été pour la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, par exemple dans l'Allemagne de 1848 ou dans la Russie de 1905.

Il est possible, toutefois, qu'il s'écoule cinq ans, dix ans, voire davantage, avant le début de la révolution socialiste. A l'ordre du jour s'inscrira l'éducation révolutionnaire des masses dans un esprit qui rendrait impossibles l'appartenance des socialistes chauvins et opportunistes au parti ouvrier, ainsi que la répétition de leur victoire de 1914-1916. Les socialistes devront expliquer aux masses que les socialistes anglais qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies et l'Irlande, — que les socialistes allemands qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies, les Alsaciens, les Danois et les Polonais, et qui n'étendent pas la propagande révolutionnaire et l'action de masse révolutionnaire jusque dans le domaine de la lutte contre le joug national, qui n'utilisent pas les incidents comme celui de Saverne pour développer une très large propagande illégale parmi le prolétariat de la nation oppressive, pour organiser des manifestations de rue et des actions révolutionnaires de masse, — que les socialistes russes qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., etc., — que ces socialistes agissent en chauvins, en laquais des monarchies impérialistes et de la bourgeoisie impérialiste qui se sont couvertes de sang et de boue.

9. L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE ET POLONAISE ET DE LA II^e INTERNATIONALE ENVERS LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Les divergences de vue qui existent entre les social-démocrates révolutionnaires de Russie et les social-démocrates polonais en ce qui concerne l'autodétermination se sont manifestées dès 1903, au congrès qui a adopté le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et qui, malgré la protestation de la délégation des social-démocrates polonais, y a inclus le §9, qui reconnaît le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Depuis cette date, les social-démocrates polonais n'ont jamais repris, au nom de leur parti, leur proposition d'éliminer ce §9 du programme de notre Parti ou de lui substituer une autre formule quelconque.

En Russie, où 57 pour cent au moins de la population, plus de 100 millions d'habitants, appartiennent aux nations opprimées, — où ces nations peuplent principalement les régions périphériques, où une partie de ces nations est plus cultivée que les Grands-Russes, où le régime politique est particulièrement barbare et médiéval, où la révolution démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, — en Russie donc, la reconnaissance du droit de libre séparation d'avec la Russie des nations opprimées par le tsarisme est absolument obligatoire pour les social-démocrates, au nom de leurs objectifs démocratiques et socialistes. Notre Parti, reconstitué en janvier 1912, a adopté en 1913 une résolution¹⁰ qui confirme le droit d'autodétermination et l'explique précisément dans le sens concret indiqué plus haut. Le déchaînement du chauvinisme grand-russe en 1914-1916, tant au sein de la bourgeoisie que parmi les socialistes opportunistes (Roubanovitch, Plékhanov, *Naché Diélo*, etc.) nous donne une raison supplémentaire d'insister sur cette revendication et de considérer que ceux qui la rejettent soutiennent pratiquement le chauvinisme grand-russe et le tsarisme. Notre Parti déclare qu'il décline de la façon la plus résolue toute responsabilité pour cette levée de boucliers contre le droit d'autodétermination.

Telle qu'elle a été récemment formulée, la position de la social-démocratie polonaise dans la question nationale (déclaration de la social-démocratie polonaise à la conférence de Zimmerwald) renferme les idées suivantes :

Cette déclaration stigmatise les gouvernements allemand et autres qui considèrent les «régions polonaises» comme un gage dans le futur jeu des compensations, «*en privant le peuple polonais de la possibilité de décider lui-même de son sort*». «La social-démocratie polonaise proteste résolument et solennellement contre le *découpage et le démembrement de tout un pays*»... Elle flétrit les socialistes qui s'en rapportent aux Hohenzollern... pour «*la libération des peuples opprimés*». Elle exprime sa conviction que seule la participation à la lutte imminente du prolétariat révolutionnaire international, à la lutte pour le socialisme, «*brisera les chaînes de l'oppression nationale, anéantira toutes les formes de domination étrangère, et garantira au peuple polonais la possibilité d'un libre et ample développement en qualité de membre égal de l'union des peuples*». La déclaration indique que la guerre est «*doublément fratricide*» «*pour les Polonais*». (Bulletin de la Commission socialiste internationale N° 2, 27. IX. 1915, p. 15 ; traduction russe dans le recueil *L'Internationale et la guerre*, p. 97.)

Ces thèses ne se différencient en rien, pour l'essentiel, de la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais leurs formules politiques sont encore plus imprécises et plus vagues que la plupart des programmes et résolutions de la II^e Internationale. Toute tentative d'exprimer ces idées dans des formules politiques nettement définies et de préciser dans quelle mesure elles sont applicables au régime capitaliste ou seulement au régime socialiste ne pourra que faire ressortir l'erreur que commettent les social-démocrates polonais en niant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

La décision du Congrès socialiste international de Londres de 1896, qui reconnaissait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, doit être complétée sur la base des thèses exposées ci-dessus, par des indications soulignant 1) l'urgence particulière de cette revendication à l'époque de l'impérialisme ; 2) la nature politique conditionnelle et le contenu de classe de toutes les revendications de la démocratie politique, y compris celle-ci ; 3) la nécessité de distinguer entre les tâches concrètes des social-démocrates des nations oppressives et celles des social-démocrates des nations opprimées ; 4) la reconnaissance inconséquente, purement verbale et, par cela même, hypocrite quant à sa signification politique, du droit d'autodétermination par les opportunistes et les kautskistes ; 5) le fait que la position des social-démocrates, particulièrement ceux des nations dominatrices (Grands-Russes, Anglo-Américains, Allemands, Français, Italiens, Japonais, etc.), qui ne défendent pas la liberté de séparation pour les colonies et les nations opprimées par «leurs» nations, est pratiquement identique à celle des chauvins ; 6) la nécessité de subordonner la lutte pour cette revendication, comme pour toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, à la lutte révolutionnaire de masse directement orientée vers le renversement des gouvernements bourgeois et la réalisation du socialisme.

Reprendre le point de vue de certaines petites nations et surtout des social-démocrates polonais, que leur lutte avec la bourgeoisie polonaise dont les mots d'ordre nationalistes trompent le peuple a conduit jusqu'au rejet erroné du droit d'autodétermination, serait, pour l'Internationale, commettre une faute théorique, substituer le proudhonisme au marxisme et, en pratique, soutenir involontairement le chauvinisme et l'opportunisme hautement dangereux des nations impérialistes.

La Rédaction du «Social-démocrate», organe central du P.O.S.D.R.

Post-scriptum. Dans la *Neue Zeit* du 3 mars 1916, qui vient de paraître, Kautsky tend ouvertement une main chrétienne de réconciliation à Austerlitz, le représentant du plus sordide chauvinisme allemand, en refusant pour l'Autriche des Habsbourg la liberté de séparation des nations opprimées, mais en la reconnaissant pour la Pologne *russe*, afin de rendre un service de larbin à Hindenburg et à Guillaume II. Il serait difficile de souhaiter une meilleure auto-dénonciation du kautskisme !

Écrit en janvier-février 1916 Publié en avril 1916 dans la revue «Vorbote» N°2 Publié en langue russe en octobre 1916, dans le «Recueil du Social-Démocrate» N° 1

Conforme au texte du «Recueil»

PREMIERE EBAUCHE DES THESES SUR LES QUESTIONS NATIONALE ET COLONIALE¹¹ (POUR LE II^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE)

En soumettant à la discussion des camarades le projet ci-après des thèses sur les questions coloniale et nationale pour le II^e Congrès de l'Internationale communiste, je voudrais prier tous les camarades, et en particulier ceux qui ont des connaissances concrètes sur l'une ou l'autre de ces questions très complexes, de me communiquer leur avis ou leurs rectifications, leurs additions ou leurs mises au point, ceci *très brièvement (pas plus de 2 ou 3 pages)*, notamment sur les points suivants :

- Expérience autrichienne.
- Expérience polono-juive et expérience ukrainienne.
- Alsace-Lorraine et Belgique.
- Irlande.
- Relations dano-allemandes, italo-françaises et italo-slaves. Expérience balkanique.
- Peuples de l'Orient.
- Lutte contre le panislamisme.
- Situation au Caucase.
- Républiques de Bachkirie et de Tatarie.
- Kirghistan.
- Le Turkestan et son expérience.
- Les Nègres en Amérique.
- Les colonies.
- La Chine-la Corée - le Japon.

N. Lénine

Le 5 juin 1920

1. La façon abstraite ou formelle de poser la question de l'égalité en général, y compris l'égalité nationale, est inhérente à la démocratie bourgeoise de par sa nature. Sous le couvert de l'égalité de la personne humaine en général, la démocratie bourgeoise proclame l'égalité formelle ou juridique du propriétaire et du prolétaire, de l'exploiteur et de l'exploité, induisant ainsi les classes opprimées dans la plus grave erreur. L'idée d'égalité, qui n'est en elle-même que le reflet des rapports de la production marchande, devient entre les mains de la bourgeoisie une arme de lutte contre l'abolition des classes, sous le prétexte d'une égalité absolue des personnes humaines. Le sens réel de la revendication de l'égalité se réduit à la revendication de l'abolition des classes.

2. Conformément à son objectif essentiel de lutte contre la démocratie bourgeoise et de dénonciation de ses mensonges et de son hypocrisie, le Parti communiste, interprète conscient du prolétariat luttant pour secouer le joug de la bourgeoisie, doit — dans la question nationale également — mettre au premier plan, non pas des principes abstraits ou formels, mais 1° une appréciation exacte de la situation historique concrète et avant tout économique ; 2° une discrimination très nette entre les intérêts des classes opprimées, des travailleurs, des exploités et l'idée générale des intérêts populaires en général, qui n'est que l'expression des intérêts de la classe dominante ; 3° une distinction tout aussi nette entre les nations opprimées, dépendantes, ne bénéficiant pas de l'égalité des droits, et les nations qui oppriment, qui exploitent, qui bénéficient de l'intégralité des droits, par opposition au mensonge démocratique bourgeois qui dissimule l'asservissement colonial et financier — propre à l'époque du capital financier et de l'impérialisme — de l'immense majorité de la population du globe par une infime minorité de pays capitalistes avancés et ultra-riches.

3. La guerre impérialiste de 1914-1918 a révélé, de toute évidence, devant toutes les nations et les classes opprimées de l'univers, le caractère mensonger des belles phrases démocratiques bourgeoises, en montrant pratiquement que le traité de Versailles des fameuses «démocraties occidentales» est une violence encore plus féroce et lâche exercée sur les nations faibles que le traité de Brest-Litovsk imposé par les junkers allemands et le kaiser. La Société des Nations et toute la politique d'après-guerre de l'Entente révèlent cette vérité d'une manière encore plus claire et plus nette, renforçant partout la lutte révolutionnaire, aussi bien du prolétariat des pays avancés que de toutes les masses laborieuses des pays coloniaux et dépendants, hâtant la faillite des illusions nationales petites-bourgeoises sur la possibilité de la coexistence pacifique et de l'égalité des nations en régime capitaliste.

4. Il résulte de ces thèses essentielles qu'à la base de toute la politique de l'Internationale communiste dans les questions nationale et coloniale doit être placé le rapprochement des prolétaires et des masses laborieuses de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte révolutionnaire commune en vue de renverser les propriétaires fonciers et la bourgeoisie. Car seul ce rapprochement garantit la victoire sur le capitalisme, sans laquelle la suppression du joug national et de l'inégalité des droits est impossible.

5. La situation politique mondiale inscrit maintenant à l'ordre du jour la dictature du prolétariat, et tous les événements de la politique mondiale convergent inéluctablement vers le même point central, à savoir : la lutte de la bourgeoisie mondiale contre la République des Soviets de Russie, qui groupe inévitablement autour d'elle, d'une part, les mouvements soviétiques des ouvriers avancés de tous les pays, d'autre part, tous les mouvements de libération nationale des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience douloureuse convainc qu'il n'y a pas pour elles de salut en dehors de la victoire du pouvoir des Soviets sur l'impérialisme mondiale.

6. Par conséquent, on ne peut se borner, à l'heure actuelle, à reconnaître ou à proclamer simplement le rapprochement des travailleurs des différentes nations, mais il est indispensable de faire une politique tendant à réaliser l'union la plus étroite de tous les mouvements de libération nationale et coloniale avec la Russie des Soviets, en déterminant les formes de cette union selon le degré de développement du mouvement communiste au sein du prolétariat de chaque pays ou du mouvement de libération démocratique bourgeois des ouvriers et des paysans des pays arriérés, ou des nationalités arriérées.

7. La fédération est la forme transitoire vers l'unité totale des travailleurs des différentes nations. La fédération a déjà démontré son utilité tant dans les rapports de la R.S.F.S.R. avec les autres

Républiques soviétiques (de Hongrie, de Finlande, de Lettonie dans le passé ; d'Azerbaïdjan et d'Ukraine actuellement), qu'à l'intérieur même de la R.S.F.S.R. à l'égard des nationalités qui n'avaient auparavant ni existence particulière en tant qu'Etat, ni autonomie (par exemple, les républiques autonomes de Bachkirie et de Tatarie au sein de la R.S.F.S.R., créées en 1919 et 1920).

8. La tâche de l'Internationale communiste consiste, sous ce rapport, aussi bien à développer qu'à étudier et vérifier à la lumière de l'expérience ces nouvelles fédérations, créées sur la base du régime et du mouvement des Soviets. Considérant la fédération comme une forme transitoire vers l'unité totale, nous devons nécessairement nous orienter vers une union fédérative de plus en plus étroite, en ayant toujours présent à l'esprit que, premièrement, il est impossible de préserver l'existence des républiques soviétiques, entourées des puissances impérialistes de tout l'univers, infiniment supérieures sur le plan militaire, sans l'union la plus étroite de ces républiques soviétiques ; que deuxièmement, il est indispensable de réaliser une étroite union économique des républiques soviétiques, sans laquelle il serait impossible de restaurer les forces de production détruites par l'impérialisme et d'assurer le bien-être des travailleurs ; que troisièmement, on tend à créer une économie mondiale unique, considérée comme un tout et dirigée selon un plan d'ensemble par le prolétariat de toutes les nations, tendance qui s'est déjà manifestée de toute évidence en régime capitaliste et qui est appelée assurément à se développer et à triompher en régime socialiste.

9. Dans le domaine des rapports à l'intérieur de l'Etat, la politique nationale de l'Internationale communiste ne peut se borner à une simple reconnaissance, toute formelle, purement déclarative et n'engageant à rien, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois, qu'ils s'avouent franchement tels ou qu'ils se couvrent de l'étiquette de socialistes, comme le font ceux de la II^e Internationale. Non seulement dans toute la propagande et toute l'agitation des partis communistes — à la tribune des parlements comme en dehors d'elle, — doivent être inlassablement dénoncées les violations constantes du principe de l'égalité des nations et des garanties des droits des minorités nationales dans tous les Etats capitalistes, en dépit de leurs constitutions «démocratiques», mais il est également indispensable, premièrement, de démontrer sans cesse que seul le régime des Soviets est en mesure d'assurer réellement l'égalité des nations, en réalisant d'abord l'union de tous les prolétaires, puis celle de toute la masse des travailleurs dans la lutte contre la bourgeoisie, et deuxièmement, tous les partis communistes doivent aider directement les mouvements révolutionnaires des nations dépendantes ou ne bénéficiant pas de l'égalité des droits (par exemple, l'Irlande, les Nègres d'Amérique, etc.) et des colonies. Sans cette dernière condition, particulièrement importante, la lutte contre l'oppression des nations dépendantes et des colonies, de même que la reconnaissance de leur droit à la sécession, ne sont que des enseignes trompeuses, comme c'est le cas dans les partis de la II^e Internationale.

10. La reconnaissance verbale du principe de l'internationalisme, auquel on substitue en fait, dans toute la propagande, l'agitation et le travail pratique, le nationalisme et le pacifisme petits-bourgeois, n'est pas seulement le fait constant des partis de la II^e Internationale ; c'est aussi celui de ceux qui l'ont quittée, et même assez souvent de ceux qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal, contre les préjugés nationalistes petits-bourgeois les plus enracinés acquiert d'autant plus d'importance que devient plus actuel chaque jour le problème de la transformation de la dictature du prolétariat de nationale (c'est-à-dire existant dans un seul pays et incapable de déterminer une politique mondiale) en internationale (c'est-à-dire la dictature du prolétariat d'au moins plusieurs pays avancés et susceptible d'avoir une influence décisive sur toute la politique mondiale). Le nationalisme petit-bourgeois appelle internationalisme la seule reconnaissance de l'égalité des nations, et laisse intact (sans parler même du caractère purement verbal de cette reconnaissance) l'égoïsme national, alors que l'internationalisme prolétarien exige : 1^o que les intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays soient subordonnés aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale ; 2^o que les nations en train de vaincre la bourgeoisie soient aptes et prêtes à accepter les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capital international. Ainsi, dans les Etats déjà complètement capitalistes, où existent des partis ouvriers qui forment réellement l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déviations opportunistes, petites-bourgeoises et pacifistes de la notion et de la politique de l'internationalisme est-elle la première et la plus importante des tâches.

11. Quant aux Etats et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

1° La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier ; 2° La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés ; 3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. ; 4° La nécessité de soutenir spécialement le mouvement paysan des pays arriérés contre les hobereaux, contre la grosse propriété foncière, contre toutes les manifestations ou survivances du féodalisme, et de s'attacher à conférer au mouvement paysan le caractère le plus révolutionnaire en réalisant l'union la plus étroite possible du prolétariat communiste d'Europe occidentale avec le mouvement révolutionnaire paysan des pays d'Orient, des colonies et en général des pays arriérés ; il est indispensable, en particulier, de faire tous ses efforts pour appliquer les principes essentiels du régime des Soviets aux pays où dominent des rapports précapitalistes, par la création de «Soviets de travailleurs», etc. ; 5° La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ; 6° La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire ; dans la situation internationale actuelle, en dehors de l'union des républiques soviétiques, il n'y a pas de salut pour les nations dépendantes et faibles.

12. L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations. L'infâme trahison du socialisme par la majorité des chefs officiels de ce prolétariat en 1914-1919, quand par «défense de la patrie» les social-chauvins camouflaient la défense du «droit» de «leur» bourgeoisie à opprimer les colonies et à piller les pays financièrement dépendants, ne pouvait qu'aggraver cette méfiance parfaitement légitime. D'un autre côté, plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère inmanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Etant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir, aussi, de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. Sans un libre effort vers l'union et l'unité du prolétariat, puis, de toutes les masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations du monde, la victoire sur le capitalisme ne peut être parachevée.

Publié en juin 1920

Conforme au manuscrit, collationné sur le texte des épreuves corrigées par V. Lénine

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE¹²

(26 juillet 1920)

[Rapport de Lénine présenté en 1920 au II^e Congrès de l'Internationale communiste — Note du traducteur.]

Camarades, je me bornerai à une brève entrée en matière, après quoi le camarade Maring, qui fut secrétaire de notre commission, vous présentera un rapport détaillé sur les modifications que nous avons apportées aux thèses. Le camarade Roy, qui a formulé des thèses complémentaires, prendra ensuite la parole. Notre commission a adopté à l'unanimité les thèses initiales avec les amendements et les thèses complémentaires. De cette manière, nous avons pu aboutir à l'unanimité complète sur toutes les questions importantes. Je ferai maintenant quelques brèves remarques.

En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de nos thèses ? La distinction entre les peuples opprimés et les peuples oppresseurs. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la II^e Internationale et à la démocratie bourgeoise. A l'époque de l'impérialisme, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale communiste de constater les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de partir non de notions abstraites, mais des réalités concrètes.

Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous le voyons, se divise actuellement en un grand nombre de peuples opprimés et un nombre infime de peuples oppresseurs, qui disposent de richesses colossales et d'une force militaire puissante. En estimant la population totale du globe à un milliard trois quarts, l'immense majorité, comprenant plus d'un milliard et, selon toute probabilité, un milliard deux cent cinquante millions d'êtres humains, c'est-à-dire près de 70 % de la population du globe, appartient aux peuples opprimés, qui ou bien se trouvent placés sous le régime de dépendance coloniale directe, ou bien constituent des Etats semi-coloniaux, comme la Perse, la Turquie, la Chine, ou encore, vaincus par l'armée d'une grande puissance impérialiste, se trouvent sous sa dépendance en vertu de traités de paix. Cette idée de distinction, de division des peuples en opprimés et oppresseurs, se retrouve dans toutes les thèses, tant dans les premières parues sous ma signature et publiées antérieurement, que dans celles du camarade Roy. Ces dernières ont été écrites principalement à partir de la situation des Indes et des autres grands peuples d'Asie opprimés par la Grande-Bretagne, et c'est en cela que réside leur grande importance pour nous.

La deuxième idée directrice de nos thèses est que, dans la situation internationale d'aujourd'hui, après la guerre impérialiste, les relations réciproques des peuples et tout le système politique mondial sont déterminés par la lutte d'un petit groupe de nations impérialistes contre le mouvement soviétique et les Etats soviétiques, à la tête desquels se trouve la Russie des Soviets. Si nous perdons cela de vue, nous ne saurons poser correctement aucune question nationale ou coloniale, quand bien même il s'agirait du point le plus reculé du monde. Ce n'est qu'en partant de là que les questions politiques peuvent être posées et résolues d'une façon juste par les partis communistes, aussi bien des pays civilisés que des pays arriérés.

En troisième lieu, je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément, a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés ; cette discussion nous a amenés à la décision unanime de remplacer l'expression mouvement «démocratique bourgeois» par celle de mouvement national-révolutionnaire. Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois, car la grande masse de la population des pays arriérés est composée de paysans, qui représentent les rapports bourgeois et capitalistes. Ce serait une utopie de croire que les partis prolétariens, en admettant qu'ils puissent en général faire leur apparition dans ces pays, pourront,

sans avoir des rapports déterminés avec le mouvement paysan, sans le soutenir en fait, poursuivre une tactique et une politique communistes dans ces pays arriérés. Mais des objections ont été faites : si nous parlons de mouvement démocratique bourgeois, toute distinction s'effacera entre mouvement réformiste et mouvement révolutionnaire. Or, ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté dans les pays arriérés et coloniaux, car la bourgeoisie impérialiste s'applique par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés. Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. Ceci a été démontré d'une façon irréfutable à la commission, et nous avons estimé que la seule attitude juste était de prendre en considération cette distinction et de remplacer presque partout l'expression «démocratique bourgeois» par celle de «national-révolutionnaire». Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposent pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste, à laquelle appartiennent également les héros de la II^e Internationale. Les partis réformistes existent déjà dans les pays coloniaux, et parfois leurs représentants s'appellent social-démocrates et socialistes. La distinction indiquée figure maintenant dans toutes les thèses et je pense que notre point de vue se trouve ainsi formulé maintenant d'une manière beaucoup plus précise.

Ensuite, je voudrais encore faire une remarque au sujet des Soviets paysans. Le travail pratique des communistes russes dans les colonies qui ont appartenu à la Russie tsariste, dans des pays arriérés comme le Turkestan et autres, a amené la question suivante: comment appliquer la tactique et la politique communistes dans les conditions précapitalistes, étant donné que le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs. Notre travail nous a démontré qu'il faut dans ces pays surmonter d'immenses difficultés, mais les résultats pratiques ont montré également que, malgré ces difficultés, il est possible d'éveiller dans les masses une aspiration à la pensée politique et à l'activité politique indépendantes, même là où le prolétariat est presque inexistant. Ce travail a été plus difficile pour nous que pour les camarades des pays d'Europe occidentale, le prolétariat de Russie étant surchargé de besognes intéressant l'Etat. On conçoit sans peine que les paysans qui se trouvent placés dans une dépendance semi-féodale puissent parfaitement assimiler l'idée de l'organisation soviétique et la faire passer dans les faits. Il est également évident que les masses opprimées, exploitées non seulement par le capitalisme marchand, mais également par les féodaux et par l'Etat bâti sur des bases féodales, peuvent employer cette arme, cette forme d'organisation, même dans la situation qui est la leur. L'idée de l'organisation soviétique est simple ; elle peut être appliquée non seulement dans le cadre de rapports prolétariens, mais également dans celui de rapports paysans, de caractère féodal ou semi-féodal. Notre expérience dans ce domaine n'est pas encore bien grande, mais les débats en commission, auxquels prirent part plusieurs représentants des pays coloniaux, ont prouvé irréfutablement qu'il est indispensable d'indiquer dans les thèses de l'Internationale communiste que les Soviets de paysans, les Soviets d'exploités sont un moyen valable non seulement pour les pays capitalistes, mais également pour ceux où prédominent les rapports précapitalistes, que le devoir absolu des partis communistes et des éléments qui sont disposés à constituer des partis communistes est de faire de la propagande en faveur des Soviets de paysans, des Soviets de travailleurs toujours et partout, dans les pays arriérés, dans les colonies; et là où les conditions le permettent, ils doivent tenter immédiatement de créer des Soviets du peuple travailleur.

Nous voyons ici s'ouvrir pour nous un domaine très intéressant et très important de travail pratique. Jusqu'à présent notre expérience commune à cet égard n'est pas très grande, mais petit à petit nous réunissons une documentation de plus en plus abondante. Il est tout à fait hors de discussion que le

prolétariat des pays avancés peut et doit aider les masses travailleuses arriérées, et que les pays arriérés pourront sortir de leur stade actuel de développement quand le prolétariat victorieux des Républiques soviétiques aura tendu la main à ces masses et sera en mesure de leur prêter son appui.

Sur cette question, des débats assez vifs ont été suscités par nos thèses signées par moi, mais bien plus encore par celles du camarade Roy, qu'il va défendre ici et pour lesquelles certains amendements ont été adoptés à l'unanimité.

La question se posait ainsi : pouvons-nous considérer comme juste l'affirmation que le stade capitaliste de développement de l'économie est inévitable pour les peuples arriérés, actuellement en voie d'émancipation et parmi lesquels on observe depuis la guerre un mouvement vers le progrès ? Nous y avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés. Dans toutes les colonies et dans tous les pays arriérés, nous devons non seulement constituer des cadres indépendants de militants, des organisations du parti, non seulement y poursuivre dès maintenant la propagande en faveur de l'organisation des Soviets de paysans, en nous attachant à les adapter aux conditions précapitalistes qui sont les leurs, mais encore l'Internationale communiste doit établir et justifier sur le plan théorique ce principe qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste.

Il n'est pas possible d'indiquer à l'avance les moyens qui sont nécessaires à cet effet. L'expérience nous les soufflera. Mais il est nettement établi que l'idée des Soviets est accessible à toutes les masses travailleuses des peuples les plus éloignés, que ces organismes, les Soviets, doivent être adaptés aux conditions du régime social précapitaliste et que le travail du parti communiste doit être entrepris immédiatement en ce sens dans le monde entier.

Je voudrais encore souligner l'importance du travail révolutionnaire des partis communistes non seulement dans leur propre pays, mais aussi dans les pays coloniaux et, notamment, parmi les troupes que les nations exploiteuses utilisent pour maintenir sous leur domination les peuples de ces pays.

Le camarade Quelch, du Parti socialiste britannique, en a parlé à notre commission. Il a déclaré qu'un simple ouvrier anglais considérerait comme une trahison le fait d'aider les peuples asservis dans leurs soulèvements contre la domination anglaise. Il est exact que le jingoïsme et le chauvinisme de l'aristocratie ouvrière de Grande-Bretagne et d'Amérique constituent le plus grand danger pour le socialisme, qu'ils forment le rempart le plus solide de la II^e Internationale, et que nous avons affaire ici à la plus grande trahison de la part des chefs et des ouvriers appartenant à cette Internationale bourgeoise.

La II^e Internationale a également discuté de la question coloniale. Le Manifeste de Bâle en parle à son tour en termes parfaitement clairs. Les partis de la II^e Internationale avaient bien promis d'agir d'une façon révolutionnaire, mais nous ne remarquons pas que la II^e Internationale et, je suppose, la majorité des partis ayant quitté celle-ci dans l'intention d'adhérer à la III^e Internationale, fassent un travail effectivement révolutionnaire et apportent une aide aux peuples exploités et dépendants dans leurs soulèvements contre les nations qui les oppriment. Nous devons le déclarer hautement, et c'est irréfutable. Nous verrons si l'on tentera de le démentir.

Ce sont ces considérations qui ont été mises à la base de nos résolutions incontestablement beaucoup trop longues ; j'espère cependant qu'elles seront utiles et contribueront au développement et à l'organisation d'un travail effectivement révolutionnaire dans les questions nationale et coloniale, ce qui constitue précisément notre tâche essentielle.

NOTES

¹ *Affaire Dreyfus*, procès provocateur organisé en 1894 par les milieux monarchistes réactionnaires de la clique militaire française contre Dreyfus, officier israélite de l'état-major général, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. Dreyfus fut condamné par un tribunal militaire à la détention à vie. Le mouvement d'opinion qui se développa en France pour la révision de l'affaire Dreyfus suscita une lutte acharnée entre républicains et monarchistes et aboutit, en fin de compte, à la réhabilitation de Dreyfus en 1906. Lénine disait de l'affaire Dreyfus qu'elle était «l'une des mille et mille infâmes fourberies de la clique militaire réactionnaire».

² *L'incident de Saverne* se produisit dans la ville alsacienne de Saverne en novembre 1913, à la suite des vexations infligées par un officier prussien aux Alsaciens et qui soulevèrent l'indignation de la population locale, en majorité française, contre le joug de la clique militaire prussienne. A propos de l'incident de Saverne, voir l'article de Lénine «Saverne» (*Œuvres*, tome 19).

³ Voir *Œuvres de K. Marx et F. Engels*, tome 23, 1952, pp. 464 et 480, édition russe.

⁴ Voir la critique des idées réactionnaires de Renner et Bauer sur l'«autonomie nationale culturelle» dans les textes de Lénine «A propos de l'autonomie nationale culturelle» (*Œuvres*, tome 19), «Notes critiques sur la question nationale» (*Œuvres*, tome 20) et dans le texte de Staline «Le marxisme et la question nationale» (*Œuvres*, tome 2).

⁵ Voir *Œuvres de K. Marx et F. Engels*, tome 18, p. 509, deuxième édition russe.

⁶ Voir *Œuvres de K. Marx et F. Engels*, tome 5, 1956, p. 84, deuxième édition russe [L'article est de F. Engels ; Lénine s'était référé aux *Œuvres posthumes de Karl Marx, Friedrich Engels et Ferdinand Lassalle* (Franz Mehring, tome 3, Stuttgart, 1902, pp. 108-114) qui n'indiquaient pas l'auteur de l'article — *Note du traducteur*].

⁷ Voir *Œuvres de K. Marx et F. Engels*, tome 23, 1932, p. 464, édition russe.

⁸ «*Die Glocke*» [la Cloche], revue éditée à Munich, puis à Berlin, entre 1915 et 1925, par un membre du parti social-démocrate allemand, le social-chauvin Parvus (Gelfand), agent de l'impérialisme allemand.

⁹ Voir *Œuvres de K. Marx et F. Engels*, tome 6, 1957, pp. 289-306, deuxième édition russe [L'article est de F. Engels ; Lénine s'était référé aux *Œuvres posthumes de Karl Marx, Friedrich Engels et Ferdinand Lassalle* (Franz Mehring, tome 3, Stuttgart, 1902, pp. 246-264) qui n'indiquaient pas l'auteur de l'article — *Note du traducteur*].

¹⁰ Lénine fait allusion à la résolution qu'il avait rédigée sur la question nationale et qui fut adoptée par la conférence du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants responsables du Parti, qui eut lieu du 6 au 14 octobre 1913 dans la localité de Poronin (non loin de Cracovie). Pour des raisons de sécurité, la conférence fut appelée conférence «d'été» ou «d'août». La résolution est publiée dans les *Œuvres*, tome 19.

¹¹ *Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale* fut envoyée par Lénine à Staline qui se trouvait à l'époque sur le front sud-ouest. Staline exprima son opinion sur ces thèses dans sa lettre à Lénine du 12 juin 1920. Les thèses furent publiées en juin 1920 en vue du II^e Congrès de l'Internationale communiste.

¹² *La Commission nationale et coloniale* fut constituée, au II^e Congrès de l'Internationale communiste, des représentants des partis communistes de Russie, Bulgarie, France, Hollande, Allemagne, Hongrie, U.S.A., Inde britannique, Perse, Chine, Corée, Grande-Bretagne, etc. La Commission travailla sous la direction de Lénine. Les thèses de Lénine sur les questions nationale et coloniale furent discutées à la 4^e et à la 5^e séance du Congrès et adoptées le 28 juillet.